

des responsabilités qui leur reviennent de droit envers la région.

Même si l'on suivait cette dernière voie, qui oserait affirmer que dans les conditions les plus favorables, 100 millions de dollars suffiraient aux entreprises qui, par ailleurs, ne pourraient compter sur un appui public ou privé?

Je voudrais dire un mot de la durée imposée à l'Office. Si dans sa sagesse, le gouvernement avait proposé vingt ans, cela aurait encore pu aller. Mais je crains fort qu'après cinq ou six ans, nous aurons à peine entamé les projets que l'Office nous aura recommandés.

D'autre part, songeons aux membres supplémentaires. Sauf erreur, la modification à l'étude porterait leur nombre de 5 à 11. Je crois qu'on a cité ici cet après-midi Abraham Lincoln, et ce que je vais dire peut lui être attribué. On dit que le comité idéal, si l'on veut en arriver à quelque chose, se compose de trois membres, dont l'un, de préférence, est malade et un deuxième est en dehors de la ville. Alors le comité peut se mettre à l'œuvre.

J'aimerais dire un mot des membres actuels de l'Office dont on modifie le mandat. Je pense qu'en la personne du brigadier Wardell nous avons un excellent président. Peut-être n'est-il pas au pays depuis aussi longtemps que la plupart d'entre nous, mais il a consacré beaucoup de temps, de réflexion et d'efforts à favoriser le développement économique de sa patrie d'adoption. Puis viennent des hommes comme M. Frank Sobey et d'autres, des hommes de valeur qui ont réussi, au nom de l'Office, à obtenir les services de personnes aussi compétentes que M. Weekes. Je dis que de tels hommes, à l'heure actuelle, devraient avoir l'occasion de se faire valoir.

En fin de compte, monsieur l'Orateur, notre problème fondamental peut se résumer en peu de mots. Ce qu'il faut au Canada atlantique, c'est un plus grand nombre d'industries. Tout le problème est là, à mon avis. Il nous faut des industries fondées sur nos propres ressources. Chacun de nous, je suppose, a vu une foule d'édifices publics s'ériger dans sa circonscription. J'ai toujours pensé que j'aimerais mieux voir une usine qui emploierait 500 ou 1,000 hommes venir s'installer dans mon comté d'York-Sunbury, au lieu de tous les édifices publics qu'on y a construits depuis la Confédération. Je songe à la petite ville de McAdam, où il y a un embranchement de voies ferrées. Il y a quelques années, on trouvait là une collectivité prospère, mais depuis l'avènement des locomotives diesel, cette région a connu des difficultés. Il y a là des immeubles tout près de la voie ferrée. La ville compte un excellent effectif ouvrier et pourtant il n'y a point d'industrie. Il semble à

[M. MacRae.]

peu près impossible de décider les industriels à s'installer dans cette région.

Je suis d'avis que ceux d'entre nous qui siègent à la Chambre des communes ont un devoir à remplir. Ce devoir se définit en peu de mots. Il s'agit de relever le niveau économique de notre région. Ce doit être là notre principal objectif, tant que nous sommes ici. Voilà pourquoi je demande au gouvernement d'étudier bien attentivement les modifications qu'il décidera d'apporter à cette mesure concernant un organisme magnifique, qui vise à stimuler l'économie des provinces Maritimes.

**M. Andrew Brewin (Greenwood):** J'ai l'intention, suivant en cela l'admirable exemple donné par l'honorable député de Fraser-Valley (M. Patterson), de me borner à parler trois ou quatre minutes. Je veux dire toutefois, au nom des membres de mon parti, que nous appuyons le bill à l'étude. Notre appui n'est pas très enthousiaste, mais cependant nous l'appuyons. A l'étape de la résolution, le secrétaire d'État (M. Pickersgill), se sentant l'âme d'un poète, a parlé, à propos du bill, d'un grand bond en avant. Ce langage m'a rappelé celui d'un autre fameux orateur bien différent, M. Mao Tsé-toung, qui réservait à la Chine un grand bond en avant.

Le bill que nous étudions ne propose que deux choses. Il augmente le nombre des membres de l'Office. Comme l'Office sera ainsi plus représentatif, nous sommes d'accord. Au cours de la dernière législature, lorsque le Parlement a été saisi de ce bill, nous étions en faveur. Malheureusement, monsieur l'Orateur, la mesure comporte une grave lacune: en effet, les onze membres sont censés accomplir cette tâche très importante et très sérieuse à temps partiel. Même si, à l'étape de la résolution, le secrétaire d'État a déclaré qu'il serait disposé à examiner les amendements proposés, nous regrettons que le gouvernement n'ait pas jugé bon de donner suite à la recommandation que nous avons faite, savoir qu'au moins certains des membres de l'Office devraient être nommés à plein temps. Alors, nous n'aurions pas besoin de cet Office seulement à l'occasion, mais comme un organisme permanent et à plein temps.

Le bill dont nous sommes saisis a aussi pour autre objet de créer une caisse. Nous estimons que c'est un pas important dans la bonne voie. Nous avons déjà dit qu'à notre avis, le montant de 100 millions n'était pas suffisant. Même si c'est vrai, il est excellent que cet Office soit autorisé à prévoir ses propres dépenses et ait des fonds à sa disposition à cette fin. Nous en sommes heureux.

Le député de Victoria-Carleton (M. Fleming) a adopté une attitude qui me semble très étrange. Il a déclaré que les améliorations du présent bill sont très minimes, mais